



## Chapitre P-39

### LOI SUR LA PROTECTION DES PLANTES

- Exécution de la loi. **1.** Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution de la présente loi.
- S. R. 1964, c. 129, a. 1; 1973, c. 22, a. 22.
- Interprétation: **2.** Pour les fins de la présente loi:
- «pépinieriste»;  
1° le mot «pépinieriste» signifie toute personne qui cultive pour la multiplication et la vente, des arbres, arbrisseaux, arbustes ou plants fruitiers ou d'ornement ou d'autres végétaux;
- «pépinière»;  
2° Le mot «pépinière» signifie l'endroit où ces arbres, arbrisseaux, arbustes ou plants sont cultivés, gardés, emballés, livrés ou expédiés;
- «ministre»;  
3° Le mot «ministre» signifie le ministre de l'agriculture;
- «entomologiste»;  
4° Le mot «entomologiste» signifie l'entomologiste du ministère de l'agriculture, son assistant ou toute autre personne autorisée par le ministre de l'agriculture à représenter ou à remplacer cet officier;
- «personne».  
5° Le mot «personne» comprend une société ou une corporation.
- S. R. 1964, c. 129, a. 2; 1973, c. 22, a. 22.
- Permis. **3.** Il est prohibé à toute personne d'exercer au Québec le métier de pépinieriste sans avoir obtenu au préalable de l'entomologiste un permis à cet effet. Ce permis est émis gratuitement et il expire le 31 décembre de chaque année.
- Formules. Cette personne doit, pour obtenir ce permis, remplir et signer les formules qui lui sont fournies à cette fin par l'entomologiste.
- S. R. 1964, c. 129, a. 3.
- Droit d'entrée. **4.** Sur production d'un document démontrant sa qualité officielle, l'entomologiste a droit de pénétrer dans les pépinières, les jardins, les vergers, les champs ou autres locaux où il y a lieu de croire que se trouvent des plantes quelconques.
- S. R. 1964, c. 129, a. 4.
- Entraves prohibées. **5.** Il est prohibé de mettre obstacle, de quelque façon que ce soit,

à l'action de l'entomologiste agissant conformément à la présente loi.

S. R. 1964, c. 129, a. 5.

Plantes infectées.

**6.** Personne ne doit garder en sa possession, ni offrir en vente, ni donner à qui que ce soit et de façon quelconque, des plantes ou parties de plantes où se trouvent les insectes nuisibles ou les maladies végétales désignés ci-après, ou tout insecte ou toute maladie qui s'y trouve à l'état épidémique ou susceptible de déterminer une épidémie.

S. R. 1964, c. 129, a. 6.

Renseignement au ministre.

**7.** Le propriétaire ou l'occupant de tout terrain, pépinière, champ, jardin ou verger où l'on constate ou soupçonne l'existence des insectes ou des maladies végétales ci-après désignés, ou de tout insecte ou maladie végétale s'y trouvant à l'état épidémique ou susceptible de déterminer une épidémie doit en informer aussitôt le ministre et donner en même temps les renseignements qui peuvent être utiles pour constater l'extension du fléau.

S. R. 1964, c. 129, a. 7.

Inspection des pépinières.

**8.** Du premier juin au premier octobre de chaque année, l'entomologiste doit faire la visite de toutes les pépinières pour lesquelles le permis visé par l'article 3 a été accordé, au point de vue de la santé, de la structure des plantes cultivées, et de la présence en ces pépinières des insectes nuisibles et des maladies végétales ci-après mentionnés, ou de toute épidémie causée par les insectes ou les maladies parasitaires ou non parasitaires, et délivrer au propriétaire ou exploitant un certificat établissant, s'il y a lieu, qu'il n'a pas constaté la présence, lors de l'inspection, d'aucun fléau; ledit certificat devant être valable jusqu'à la date exclusivement de l'inspection de l'année suivante à moins qu'il ne soit plus tôt révoqué par l'entomologiste.

Inventaire.

Au cours de cette inspection, l'entomologiste est autorisé à faire, pour fins de statistiques agricoles, l'inventaire des différentes espèces de plantes que l'on y élève, et tout propriétaire ou occupant de telle pépinière est tenu de lui fournir à cette fin des renseignements exacts.

S. R. 1964, c. 129, a. 8.

Traitement des plantes.

**9.** L'entomologiste au cours ou à la suite d'une inspection de pépinières, de jardins, de serres, de vergers, de champs ou tout autre terrain doit détruire lui-même ou donner les instructions requises pour le traitement ou la destruction de toute plante qu'il croit attaquée par des insectes nuisibles, ou atteinte d'une maladie végétale ou d'un vice qui la prédispose à la maladie, et toutes telles instructions

devront être exécutées par les propriétaires ou occupants des locaux ou terrains susdits.

S. R. 1964, c. 129, a. 9.

Transport des plantes.  
Certificat.

**10.** Lorsque dans une pépinière, un jardin, un verger, un champ ou tout autre terrain, l'entomologiste constate l'existence de l'un des insectes ou de l'une des maladies végétales dont la liste est donnée ci-après, ou de tout insecte ou maladie qui s'y trouve à l'état épidémique ou susceptible de déterminer une épidémie, aucune plante ou partie de plante ne peut être enlevée ou ne peut être transportée ailleurs, avant que cet officier ait délivré au propriétaire ou occupant de la pépinière, du verger, du champ ou de tout autre terrain, un certificat établissant que les instructions qu'il a données pour le traitement ou la destruction des matières végétales infestées, ont été suivies dans la mesure qu'il juge convenable.

Quarantaine.

Si l'épidémie est jugée grave par l'entomologiste au point de constituer un danger imminent, cet officier a le droit de décréter avec l'autorisation spéciale du ministre la mise en quarantaine de telle pépinière, jardin, verger ou champ ou de tout autre terrain, pour une période déterminée au cours de laquelle seront entrepris les travaux de destruction ou d'éradication, après quoi le susdit certificat spécial sera délivré au propriétaire. Si c'est nécessaire, la période de quarantaine pourra être prolongée par le ministre jusqu'à ce que tout danger ait disparu à la satisfaction de l'entomologiste, et, dans ce cas, l'émission dudit certificat peut être accordée durant la période de quarantaine supplémentaire.

S. R. 1964, c. 129, a. 10.

Région en quarantaine.

**11.** Lorsqu'un insecte ou une maladie devient une menace pour les cultures dans toute une région, le gouvernement, sur la recommandation du ministre, peut décréter la mise en quarantaine en tout ou en partie de tel territoire, municipalité, canton ou comté, qu'il détermine.

Décret.

Le décret de quarantaine est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et devient exécutoire à la date de sa publication. Il délimite clairement le territoire affecté, la ou les causes qui le déterminent, la ou les cultures auxquelles il se rapporte, les mesures préventives et les moyens de contrôle à appliquer et qui sont impératifs, les conditions auxquelles un certificat de libération temporaire de quarantaine peut être émis par le ministre après exécution satisfaisante des mesures prescrites; et il précise tout autre point relatif à la répression du fléau ou à la bonne exécution de la quarantaine. La quarantaine prend fin après qu'un avis à cet effet, signé par le ministre, a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 129, a. 11; 1968, c. 23, a. 8.

Importations d'autres provinces.

**12.** Tout produit de pépinière, entrant au Québec et provenant de toute autre province du Canada, doit porter un certificat de fumigation ou un certificat établissant que tels produits sont exempts des insectes et des maladies végétales ci-après désignés. Les produits de pépinière ne portant pas l'un ou l'autre certificat sont prohibés, et nulle compagnie de transport ne peut les accepter pour une destination quelconque dans les limites du Québec.

S. R. 1964, c. 129, a. 12.

Exception.

**13.** Il est loisible au ministre de permettre à certaines personnes, pour fins scientifiques seulement, d'importer au Québec des spécimens d'insectes nuisibles et de plantes infestées de l'une des maladies végétales dont la liste est donnée à l'article 15.

S. R. 1964, c. 129, a. 13.

Dommages causés par traitement.

**14.** Aucune compensation pour les dépenses faites ou les dommages subis par suite du traitement ou de la destruction de plants, d'arbres ou de toute matière végétale infestée par l'un ou l'autre des insectes nuisibles ou des maladies végétales dont la liste est donnée ci-après, ou par tout autre fléau dangereux ou s'y trouvant à l'état épidémique ou susceptible de déterminer une épidémie, ou pour tous dommages pouvant provenir de l'application de la présente loi, ne peut être accordée par un tribunal, lorsque ce traitement ou cette destruction, ou ces dépenses ou dommages sont la conséquence d'instructions données ou du travail d'éradication fait par l'entomologiste agissant en vertu de la présente loi.

S. R. 1964, c. 129, a. 14.

Insectes; maladies.

**15.** Parmi les insectes nuisibles et les maladies végétales auxquels peut s'étendre l'application de la présente loi sont compris expressément les insectes et les maladies dont voici les noms:

Nom vulgaire	Nom scientifique
1. — Le Liparis cul-brun.....	<i>Euproctis chrysorrhea</i> , L.
2. — La Spongieuse.....	<i>Porthetria disspar</i> , L.
3. — Le Puceron lanigère.....	<i>Schizoneura lanigera</i> , Hausm.
4. — Le Kermès San José ....	<i>Aspidiotus perniciosus</i> , Comst.
5. — Le Nodule noir.....	<i>Plowrightia morbosus</i> , Sacc.
6. — La Rouille du pin blanc..	<i>Peridermium strobi</i> , Kleb.
7. — La Rouille du gadellier .	<i>Cronartium ribicola</i> , Fisch.

Nom vulgaire	Nom scientifique
8. — La Pyrale du maïs .....	<i>Pyrausta nubilatis</i> , Hubn.
9. — La Saperde du pommier .	<i>Saperda candida</i> , L.
10. — Le Chancre noir du pommier .....	<i>Physalospora cydoniæ</i> , Arn.
11. — Le Chancre européen du pommier .....	<i>Nectria galligena</i> , Bres.
12. — La Brûlure du pommier ..	<i>Bacillus amylovorus</i> , Trev.
13. — La Pochette du prunier .	<i>Taphrina pruni</i> (Fel.) Ful.
14. — Le Papillon satiné .....	<i>Stilpnotia salicis</i> , L.
15. — Le Hanneton japonais...	<i>Popillia japonica</i> , New.
16. — La Crysomèle mexicaine des haricots .....	<i>Epilachna corrupta</i> , Muls.

S. R. 1964, c. 129, a. 15.

Certificat. **16.** Il est prohibé à toute personne qui exploite une pépinière au Québec, de vendre, donner, livrer de façon quelconque ou de laisser sortir de sa pépinière aucun plant ni aucune matière végétale quelconque, s'il n'a reçu de l'entomologiste le certificat mentionné à l'article 8 de la présente loi.

S. R. 1964, c. 129, a. 16.

Expédition des produits de pépinière. **17.** Tout colis contenant des produits de pépinière ne peut être accepté pour expédition à quelque destination que ce soit au Québec, s'il ne porte une copie officielle du certificat émis par l'entomologiste, et une indication de la quantité et de la nature du contenu. Ces copies de certificat sont fournies sur demande par l'entomologiste aux pépiniéristes, et tout colis, paquet, récipient quelconque renfermant des produits de pépinière et qui ne porterait pas ladite copie de certificat peut être saisi et confisqué par l'entomologiste, le vendeur encourant la perte de ces produits.

Saisie. Toute plante ou produit de plant transporté, détenu, mis en vente, vendu ou livré, en contravention de la présente loi ou des règlements adoptés sous son empire, peut être saisi ou confisqué par l'entomologiste, le vendeur encourant la perte de ces produits.

S. R. 1964, c. 129, a. 17.

Permis de vendeur. **18.** Toute personne, autre que celle qui détient le permis de l'article 3, qui vend ou offre en vente au Québec des produits de pépinière, doit au préalable obtenir un permis de vendeur. Ce permis est émis par l'entomologiste, et la personne qui le demande doit

remplir et signer la ou les formules que lui fournit cet officier. Ce permis expire le 31 décembre de chaque année.

S. R. 1964, c. 129, a. 18.

Copie de permis. **19.** Toute personne qui agit comme agent de pépiniériste ou de commerçant, et qui, comme tel, sollicite ou prend des commandes de produits de pépinières au Québec doit se munir et porter sur elle, et montrer à quiconque l'exige, une copie officielle du permis émis à son employeur et au bas de laquelle ses noms et adresse sont écrits. Cette copie de permis est accordée sur demande faite à l'entomologiste par l'employeur.

S. R. 1964, c. 129, a. 19.

Vente. **20.** Il est prohibé à toute personne de vendre ou livrer de quelque manière que ce soit des produits de pépinière qui ne sont pas entièrement sains, de bonne qualité, de variété authentique, ou de substituer des variétés quelconques à celles pour lesquelles commande a été donnée, sans l'autorisation expresse et écrite de l'acheteur.

S. R. 1964, c. 129, a. 20.

Révocation des permis. **21.** L'entomologiste peut, avec l'autorisation spéciale du ministre dans chaque cas, révoquer, refuser d'émettre ou de renouveler, tout permis ou certificat visé par la présente loi, pour une cause estimée suffisante par le ministre.

S. R. 1964, c. 129, a. 21.

Peine. **22.** Toute personne qui commet une infraction à la présente loi ou aux règlements édictés sous son autorité est passible, pour une première infraction, en sus des frais, d'une amende de pas moins de dix dollars et de pas plus de cent dollars, et, au cas de récidive, d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars et de pas plus de deux cents dollars, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Société, corporation. Si la contravention est commise par une société ou par une corporation, dans le cas d'une société chacun de ses membres, et dans le cas d'une corporation le président et les administrateurs sont passibles des peines ci-dessus édictées.

S. R. 1964, c. 129, a. 22.

Dispositions applicables. **23.** Les dispositions de la partie I de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) s'appliquent à la présente loi.

S. R. 1964, c. 129, a. 23.

Service de protection. **24.** Il est loisible au gouvernement, sur recommandation du ministre, de créer un service de protection des plantes au ministère de l'agriculture.

S. R. 1964, c. 129, a. 24; 1973, c. 22, a. 22.

Règlements. **25.** Le gouvernement peut, sur recommandation du ministre, de temps à autre, faire, modifier ou révoquer des règlements:

*a)* Pour désigner à quelles autres espèces d'insectes et de maladies végétales, les dispositions de la présente loi s'appliquent;

*b)* Pour toutes autres fins nécessaires à la mise à exécution de la présente loi.

S. R. 1964, c. 129, a. 25.

**ANNEXE ABROGATIVE**

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 129 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-39 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 129**

**Chapitre P-39**

LOI DE LA PROTEC-  
TION DES PLANTES

LOI SUR LA PROTEC-  
TION DES PLANTES

---

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 25

1 - 25

---

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

